

Economie Le secteur industriel va souffrir jusqu'à la fin de l'année page 9

Bienne La Berne fédérale se braque contre la généralisation du 30 km/h page 2

LE JOURNAL
DEPUIS 1863
DU JURA



Samedi 6 juillet 2024 No 156 CHF 3.80 JA - CH-2501 Bienne 1 ajourch

Journal du Jura, 06.07.2024, pp.1 / 3

Une famille kurde expulsée sans être ménagée

Bellelay Le Centre de retour local a été le théâtre d'une descente de police, jeudi, dans la nuit. page 3

La Croatie est considérée par la Suisse comme un pays sûr, mais l'association biennoise «Alle Menschen/tous les êtres humains» estime que la famille Güven, renvoyée là où elle était arrivée de Turquie, n'y est pas en sécurité. Le récit de son «séjour» dans les Balkans, après sa fuite du régime turc et du tremblement de terre de 2023 semble confirmer cette impression.

Famille kurde de Turquie renvoyée en Croatie manu militari

Centre de retour de Bellelay Dans la nuit de mercredi à jeudi, une vingtaine de policiers ont emmené la famille Güven, en Suisse depuis six mois. Direction l'Est, dont l'association biennoise Tous les êtres humains dénonce les pratiques.

Dan Steiner

Il y a plusieurs mois, quelque part en Croatie. «Les policiers nous ont presque tout pris: téléphones portables, argent... Il faisait très froid, nous avons dû rester assis par terre pendant environ quatre heures sur le bord de l'autoroute, les mains sur le sol. Nous n'avions pas le droit de parler. Nous n'avions rien à boire ni à manger. Même un bébé ne recevait rien. Au bout d'une vingtaine d'heures, la Police a exigé de tous des empreintes digitales et une signature. Nous ne voulions pas les donner parce que nous voulions aller en Suisse, où nous avons des amis. Ils nous ont frappés.»

Depuis quelques heures, les Güven sont désormais forcés de revivre ces traumatismes. Dans la nuit de mercredi à jeudi, ce sont les forces de l'ordre helvétiques, une vingtaine d'agents, qui se sont emparés de la famille, dans sa chambre du Centre de retour de Bellelay. A quelques jours de l'ouverture par la Suisse de leur procédure d'asile.

Tout juste pas six mois après leur arrivée sur sol helvétique les voilà renvoyés en Europe de l'Est, à leur grand dam, celui des familles dont les enfants se sont réveillés jeudi



Les Güven ont passé six mois dans le Centre de retour de Bellelay, avant d'être renvoyés en Croatie, cette semaine.

”

La politique que mène la Suisse est d'éviter l'accueil des réfugiés.

Rudolf Albonico
Membre de l'association
«Alle Menschen/tous les êtres humains»

TeleBilingue

enfants se sont réveillés jeudi sans leurs copains de jeu, et à celui de l'association biennoise «Alle Menschen/tous les êtres humains». «La politique que mène la Suisse est d'éviter l'accueil des réfugiés. A quelques exceptions près», souffle Rudolf Albonico, de l'association seelandaise sans but lucratif. «Elle affirme que la Croatie est sûre, mais il existe des problèmes notoires de ce type, et tout le monde le sait.»

Un traumatisme pour les enfants

Ce type de descente policière nocturne est selon lui courante. Cela empêche qu'il manque un membre d'une famille. Mais n'évite pas de réveiller certains résidents. Comme Esther*, dont le mari

africain, comme elle, en possession d'un permis de rester, contrairement à elle. Elle a ainsi dû embarquer son fils, direction La Courtine, lorsque le centre a ouvert ses portes, mi-2022. Jeudi matin, intrigué, le bambin s'est précipité vers la fenêtre, avant d'être retenu par sa maman, dont les seules bribes de l'intervention qu'elle a pu capter sont les cris de Madame Güven.

Contactée par nos collègues de TeleBielingue et secondée par un traducteur, la famille kurde de Turquie raconte avoir demandé à la Police pourquoi elle se comportait ainsi avec elle, devant la présence d'enfants. «Si vous élevez la voix, nous vous menottons», leur au-

rait-on répondu. Seuls les petits ont pu se rendre aux toilettes avant le départ, mais avec la porte ouverte. «Ce type de comportement pose problème, mais c'est certainement légal», soupire Jamila*, une amie d'Esther, dont le Centre de Belélay n'est que le dernier des points de chute après huit ans en Suisse, à Bienne, Tramelan ou encore Lyss. «Vingt policiers pour trois enfants, c'est une absurdité», dénonce Rudolf Albonico. «Pour eux, c'est un réel traumatisme!»

Le 6 février 2023, un séisme de magnitude 7,8 sur les 9 niveaux – sans limite, toutefois – que compte l'échelle de Richter secouait la frontière entre la Syrie et la Turquie, près de

la ville turque de Gaziantep, d'où vient la famille Güven. Plusieurs répliques d'ampleur suivront, provoquant la mort de près de 55'000 personnes en Turquie, 6000 en Syrie, et quelque 120'000 blessés. «Beaucoup de Kurdes de Turquie sont en Suisse», souligne Rudolf Albonico. «Ils ne reçoivent pas l'asile car ils ne sont pas considérés comme persécutés. En réalité, tous les Kurdes le sont, en Turquie.»

«Vous reviendrez, de toute façon»

Retour il y a quelques mois. «Nous avons ensuite été transportés dans la banlieue de Zagreb. Au total, cela a duré environ 36 heures sans boire ni

manger, mais avec beaucoup de violence», reprend la famille, au sujet de son arrivée dans les Balkans. «Les enfants qui voulaient aller aux toilettes devaient d'abord les nettoyer. Puis ils nous ont à nouveau chargés dans un camion, ont allumé la climatisation. Ils ont roulé très vite. Nous nous frappions contre les parois de la voiture, puis ils nous ont insultés et nous ont abandonnés au coin d'une rue, en nous lançant: «Maintenant, vous allez partir, peu importe où. Vous reviendrez, de toute façon.»»

Depuis jeudi, c'est en effet chose faite, alors que leur demande d'asile en Suisse leur a été refusée. Comme la Croatie a été leur premier pays de transit dans l'espace Schengen,

c'est Zagreb qui en est responsable. Notre pays s'en lave donc les mains, fustige le bénévole d'«Alle Menschen/tous les êtres humains». Contacté, le Service des migrations, de l'Office cantonal de la population, indique avoir été pris de court par notre demande de réaction et assure pouvoir y répondre la semaine prochaine. Quant à ORS Service AG, qui gère les établissements comme celui de Bellelay et est compétente en matière d'encadrement et de versement des aides, elle indique être «neutre» et n'avoir «aucune influence sur le statut de séjour des résidents vivant dans les centres d'hébergement».

* Prénoms d'emprunt